

L’illusion transatlantique en lambeaux… pour un glaçon !

Description

Le Groenland, miroir grossissant des rapports de force : le coup de pied dans la fourmilière dont l’Europe avait besoin. Le grand retour de la diplomatie de la canonnière, version Donald Trump, stupéfie.

Un peu de géopolitique : le monde dans lequel l’Union européenne a grandi n’existe plus. Le Groenland — et donc l’Europe qui fait semblant de l’ignorer — est sur la ligne de front des prédations numériques, commerciales et militaires. Le droit de la force a désormais supplanté la force du droit.

Le président américain est sérieux dans ses menaces. Rendons-lui justice : il n’est pas le premier à se moquer du droit international pour parvenir à ses fins. Poutine, en 2014, annexa la Crimée ; sur sa lancée, il poursuivit avec l’invasion de l’Ukraine. Erdogan agit de même à Chypre. Xi Jinping est sur sa faim de Taïwan…

On ne voit plus ce qui interdirait désormais à d’autres pays de monter des opérations militaires ciblant des dirigeants étrangers jugés « dérangeants ». En tout cas pas le « machin » onusien, dont le silence est accablant pour ce club d’apparatchiks.

Et si l’Europe se réveillait ?

La question n’est pas de savoir si Donald Trump envahira le Groenland — même si ses conseillers ne l’excluent pas — mais si l’Europe est prête à exister sans les États-Unis. À assumer sa propre défense, sa propre sécurité, sa propre vision du monde.

C’est-à-dire cesser de quémander pour faire du social gratuit à domicile et avoir enfin le courage d’exister sur la scène internationale, non comme une servante, mais comme un acteur géopolitique responsable.

Si la réponse est non, l'Europe peut continuer à jouer les figurantes dans le grand jeu mondial. Si la réponse est oui, alors la crise du Groenland est une chance historique : celle de sortir enfin de l'adolescence et de devenir une puissance adulte.

L'Histoire nous rappelle que les États-Unis furent nos alliés indéfectibles lors des deux guerres mondiales, sous la houlette de grands présidents éclairés. Mais aux naïfs qui croient encore à la « communauté transatlantique », rappelons une évidence : les États-Unis n'ont jamais hésité à sacrifier leurs alliés lorsque leurs intérêts l'exigeaient.

Le Groenland ne serait-il qu'un épisode de plus ? La seule question qui vaille est donc : l'Europe aura-t-elle enfin le courage de se choisir elle-même ?

Pour cette magie géopolitique, il faut d'abord des dirigeants dignes de ce nom, et non de simples politiciens.

Le Groenland, territoire convoité

En Europe, les regards se tournent vers le Groenland, territoire danois autonome convoité par le président américain, qui a réitéré ses menaces d'annexion. Le Premier ministre groenlandais Jens-Frederik Nielsen a réagi en appelant au respect du droit international.

Si une majorité de la population souhaite à terme l'indépendance, elle reste largement opposée à un contrôle américain. Plusieurs pays européens ont exprimé leur soutien au Danemark, rappelant sa souveraineté sur l'île et la liberté de sa population.

Une terre glacée, une histoire complexe

Le Groenland évoque un paysage lunaire : immensités de glace, fjords sculptés par les glaciations, montagnes battues par les vents polaires. Derrière cette image se cache une histoire millénaire.

Peuplée d'abord par les Inuits, descendants de populations venues d'Asie via le détroit de Béring, l'île fut ensuite atteinte par les Vikings. Vers l'an 985, Erik le Rouge explora ses côtes méridionales et la baptisa « Greenland », la « terre verte », afin d'attirer des colons.

À partir de 1721, le missionnaire Hans Egede lança la recolonisation danoise. Le Groenland devint colonie du royaume dano-norvégien, puis resta sous souveraineté danoise après 1814, reconnaissance confirmée en 1933 par la Cour permanente de justice internationale.

De la colonie à l'autonomie

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'occupation du Danemark par l'Allemagne isola le Groenland, qui autorisa alors l'installation de bases américaines. La base de Thulé, toujours active, joua un rôle central pendant la guerre froide.

En 1953, le Groenland cessa d'être une colonie et fut intégré au royaume du Danemark. En 1979, une autonomie territoriale fut instaurée, renforcée en 2009 par une loi reconnaissant le droit à l'indépendance par référendum. Le Danemark conserve cependant la défense, la politique étrangère

et la monnaie.

Cette évolution s’est accompagnée d’un déracinement forcé des populations inuites, à qui furent imposées langue, religion et modèle éducatif danois, au détriment du kalaallisut et des traditions locales.

Une valeur géopolitique majeure

Grand comme quatre fois la France et peuplé de moins de 60 000 habitants, le Groenland cristallise aujourd’hui les tensions entre États-Unis et Européens, fragilisant la relation transatlantique et l’OTAN.

L’île concentre d’importantes ressources stratégiques : nickel, cuivre, chrome et surtout terres rares, dont les plus grands gisements hors de Chine se trouvent au sud du territoire.

Mais sa valeur dépasse largement ses richesses minières. Situé entre l’Amérique du Nord, l’Europe et l’Arctique russe, le Groenland est un pivot de la défense occidentale. Une annexion américaine serait perçue comme une provocation majeure par Moscou et mettrait à rude épreuve la cohésion de l’OTAN.

Une histoire de convoitises

L’intérêt américain pour le Groenland ne date pas de Trump. Dès 1867, William Seward envisageait son acquisition. En 1946, le président Truman proposa au Danemark de l’acheter pour 100 millions de dollars en or. Refus catégorique de Copenhague.

Aujourd’hui encore, entre aspirations indépendantistes, pressions internationales et enjeux économiques, le Groenland avance sur une ligne de crête. Ses dirigeants rappellent une chose essentielle : l’île n’est pas à vendre.

Gérard Cardonne
Écrivain alsacien, auteur notamment du roman *Yorktown*, s’interroge :
« Que dirait Georges Washington aujourd’hui ? »

Categorie

1. International

date créée
22 janvier 2026